

La Lettre. 21/

Hiver 2018

de la commission nationale de la coopération décentralisée



> EDITORIAL



Une fois de plus, « la Lettre » met en évidence la riche palette et les réalisations à travers le monde de la coopération décentralisée. Celle-ci est devenue une composante à part entière des relations bilatérales entre la France et les différents pays, comme l'a souligné le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères dans son message d'ouverture de la CNCD le 9 octobre dernier.

L'action internationale des collectivités territoriales est en phase avec les réalités d'aujourd'hui où les événements du monde font partie du quotidien de chaque citoyen et où l'ouverture à l'international constitue un atout pour les jeunes, pour les entreprises. La contribution à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'Agenda 2030 de l'ONU permet de valoriser le savoir-faire de nos collectivités territoriales et tracent la voie pour des coopérations économiques profitables aux deux parties. L'apport des collectivités territoriales à la coopération vers certaines parties du monde affectées par des épreuves graves et multifformes, comme par exemple le Sahel, permet d'agir au plus proche des populations. L'implication de notre jeunesse dans ces coopérations ou simplement des échanges, l'aide à s'ouvrir au monde et à acquérir de nouvelles compétences. Les projets développés en commun avec des collectivités d'autres pays européens, transfrontaliers ou non, renforcent le vécu de la solidarité européenne.

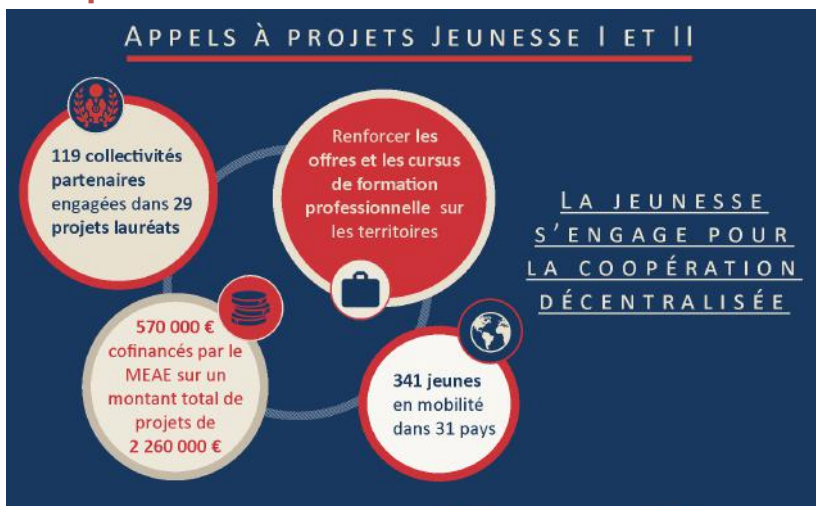
Par son soutien technique et financier, la DAECT est au service des projets que décident de développer les collectivités territoriales. En ce début d'année 2018, elle ouvre plusieurs appels à projets (voir p. 3) qui, je l'espère, susciteront de nombreuses candidatures et permettront d'accompagner nombre d'entre elles.

Je vous souhaite une excellente année 2018.

Christine Moro
Ambassadeur
Déléguée pour l'Action extérieure
des collectivités territoriales

> PARTENARIAT COLLECTIVITÉS TERRITORIALES-ÉTAT

La jeunesse s'engage pour la coopération décentralisée



Plus que des échanges entre élus et services, la coopération décentralisée c'est aussi des partenariats de territoires, basés sur la réciprocité des échanges et des apprentissages et impliquant l'ensemble des acteurs locaux: associations, établissements scolaires et de formation, missions locales, entreprises, etc.

En s'appuyant sur les relations de confiance établies entre les partenaires, la coopération décentralisée apparaît comme un vecteur idéal pour développer la mobilité internationale des jeunes des territoires, en particulier de ceux qui sont le moins favorisés. Impliquer des jeunes dans les projets de coopération décentralisée permet d'en faire des acteurs des partenariats du

territoire et des « ambassadeurs » de leur collectivité à l'international. Les jeunes font et feront vivre ces partenariats en les dynamisant, les étoffant et en permettant aux citoyens de les connaître et de se les approprier. Une telle expérience de mobilité à l'international représente aussi pour le jeune une opportunité de développer de nouvelles compétences, dont linguistiques, et

> COMMISSION NATIONALE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

d'agrandir son réseau.

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) s'est engagé, aux côtés de ses partenaires, pour soutenir cette dynamique et permettre à davantage de jeunes de vivre une expérience de mobilité dans le cadre de sa formation professionnelle ou du volontariat, afin de pouvoir mettre en pratique leur engagement au service de l'intérêt général et d'acquérir des compétences et des apti-

tudes reconnues ensuite dans le monde du travail.

Plusieurs appels à projets en soutien à la coopération décentralisée dans les domaines de la mobilité internationale des jeunes ont été lancés : « Jeunesse I » en 2015 et « Jeunesse II » en 2016, avec le soutien du Ministère de l'Education nationale, du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, de France Volontaires, de l'Agence du service civique, de l'Agence Erasmus+

Jeunesse et Sport et de la Fondation Schneider Electric.

Retrouvez tous les projets mis en lumière dans le cadre de la campagne de communication sur [France Diplomatie](#).



Pour poursuivre la dynamique, un appel à projets « Jeunesse IV » a été lancé du 6 décembre 2017 au 30 mars 2018. Le règlement est disponible sur [France Diplomatie](#) !

Publication d'un vadémécum « Evaluer les impacts d'un projet de mobilité internationale de jeunes en volontariat, dans l'AECT »



Cette publication, coproduite par le F3E et France Volontaires, est le résultat des échanges réalisés au sein d'un groupe de travail réunissant des collectivités et leurs associations, le F3E, France Volontaires et le MEAE.

Elle vise à évaluer l'impact de la mobilité internationale d'un ou une jeune parti(e) dans le cadre d'un volontariat (quelle que soit la durée ce celui-ci), sur le ou la jeune, les collectivités partenaires et les territoires.

Cet outil se veut évolutif et toute collectivité qui aurait des suggestions est invitée à se rapprocher du F3E.

Consulter la publication sur le [site du F3E](#).

Séance plénière de la CNCD du 9 octobre



© CNCD

La Commission nationale de la Coopération décentralisée (CNCD) s'est réunie à Paris le lundi 9 octobre. Une déclaration du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a été prononcée par François Rebsamen, insistant sur le rôle des collectivités territoriales dans l'action extérieure de la France ; suivi de l'allocution d'ouverture par Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat, mettant l'accent sur le rôle des élus, de leurs associations et de leurs réseaux, sur la contribution des collectivités territoriales à l'APD et sur la complémentarité des travaux de la CNCD et du Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI). La séance s'est poursuivie sous la présidence de François Rebsamen, vice-président de la CNCD, qui a présenté Mme Christine Moro, nommée ambassadeur pour l'action extérieure des collectivités territoriales, à la tête de la Délégation chargée de ces

questions au ministère (la DAECT). Après avoir fait le point des appels à projets et des « chantiers », notamment sur le numérique, les chiffres de l'APD des collectivités territoriales ont été analysés, celle-ci contribuant à la réalisation des objectifs ambitieux assignés par le Président de la République, de même que sur la mobilité des jeunes, le volontariat et la contribution des territoires au développement durable. La priorité africaine et francophone a été réaffirmée à l'occasion d'un examen approfondi de la situation au Sahel. La séance s'est conclue sur les moyens d'assurer une coordination accrue des initiatives de tous les niveaux de collectivités, en particulier économiques, dans le cadre de la nouvelle organisation des régions, avec un rôle particulier des conseillers diplomatiques auprès des préfets de région.

Plus d'infos sur [France Diplomatie](#).

Ouverture des appels à projets en soutien à la coopération décentralisée

Chaque année, le MEAE ouvre plusieurs appels à projets en soutien aux projets de coopération décentralisée : les appels à projets bilatéraux soutiennent les projets de coopération décentralisée entre des collectivités territoriales françaises et étrangères répondant à des priorités partagées avec l'Etat partenaire ; les appels à projets thématiques ; un appel à projet généraliste annuel est de nouveau ouvert afin de permettre un cofinancement des projets qui ne sont pas « couverts » par les appels à projets bilatéraux ou thématiques. Plus d'infos sur [France Diplomatie](#).

Nom de l'appel à projets	Ouverture	Fermeture
<i>Appels à projets bilatéraux</i>		
AAP triennal franco-marocain 2016-2018 (3 ^{ème} tranche)	25/10/2017	20/02/2018
Fonds d'appui triennal franco-libanais 2016-2018 (3 ^{ème} tranche)	08/12/2017	10/03/2018
AAP triennal franco-palestinien 2016-2018 (3 ^{ème} tranche)	01/10/2017	22/01/2018
Fonds de soutien franco-tunisien	21/12/2017	22/06/2018
AAP franco-sénégalais	Premier trimestre 2018	
Fonds franco-québécois (FFQCD - Bienné 2019-2020)	01/06/2018	31/10/2018
<i>Appels à projets thématiques</i>		
Jeunesse	06/12/2017	30/03/2018
Alimentation et agriculture durables	22/12/2017	30/03/2018
<i>Appels à projet « généraliste »</i>		
Annuel 2018	13/11/2017	28/02/2018
Triennal 2019-2021	15/10/2018	15/01/2019

Les Rencontres de l'internationalisation des collectivités territoriales



© Cités Unies France / DAECT

Cités Unies France a tenu son forum annuel, les 9 et 10 octobre, à la suite de la CNCD du 9 octobre au matin (voir p.2). Cet événement a été l'occasion de réunir plusieurs groupes-pays et de tenir des réunions thématiques en lien avec l'actualité internationale et les sujets propres à la coopération décentralisée.

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) a tenu le stand du MEAE répondant à de nombreuses questions portant sur les appels à projets et l'aide à la recherche

de partenariats. Elle a également organisé deux tables rondes : l'une sur l'APD des collectivités territoriales françaises (voir p.4) et l'autre sur le programme PACT3 (voir p.10).

Une équipe de tournage a suivi l'équipe de la DAECT et a interviewé plusieurs de ses partenaires, le reportage sera prochainement disponible sur [France Diplomatie](#).

Plus d'infos sur le [site de Cités Unies France](#).

Déclaration commune de Jean-Yves Le Drian, Jean-Baptiste Lemoyne et Philippe Richert suite à la réunion avec les présidents de région



© MEAE

Jean-Yves Le Drian et les présidents de région décident d'unir leurs efforts en faveur de l'export et du tourisme.

La réunion organisée conjointement par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, compétent pour le commerce extérieur, et le Président de Régions de France le 5 septembre 2017 avec les Présidents des régions marque la volonté du Ministère et des régions d'approfondir beaucoup plus étroitement leur coopération et de supprimer les doublons, en vue de renforcer l'efficacité des dispositifs publics en faveur de l'internationalisation des entreprises et le développement de la filière touristique.

La bonne articulation et la mise en cohérence des politiques nationales et régionales en ces deux domaines constituent un enjeu primordial du dialogue entre le Ministère et les régions.

Plus d'infos sur [France Diplomatie](#).

[NDLR : M. Richert, a démissionné de la présidence de la région Grand-Est et de Régions de France. Le nouveau président de Régions de France est M. Morin, président du Conseil régional de Normandie.]

Publication du rapport sur l'APD 2016 des collectivités territoriales françaises

Chaque année, les CTF doivent déclarer leur contribution à l'APD, au titre de l'article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales, sur le site www.cncd.fr.

En 2017, pour la première fois, les CTF ont dû déclarer l'aide aux réfugiés sur le territoire français, les actions de sensibilisation au développement, ainsi que les bourses versées aux étudiants originaires des pays en développement étudiant en France.

En 2016, l'APD des collectivités territoriales françaises s'élève à 82,9 millions d'euros, en hausse de 40 % par rapport à 2015. Ce chiffre intègre le changement en 2016 de périmètre des dépenses des collectivités comptabilisables en APD.

L'APD des collectivités françaises se concentre principalement dans cinq pays bénéficiaires : Sénégal, Madagascar, Haïti, Mali et Burkina Faso.

Les cinq principaux secteurs de l'APD des collectivités (hors aide aux réfugiés)



Eau et assainissement



Agriculture



Éducation et formation professionnelle



Gouvernance et société civile



Politique en matière de population, santé et fertilité

Ces cinq secteurs représentent 50 % de l'APD des collectivités territoriales françaises hors aide aux réfugiés



Retrouvez le détail de l'APD 2016 dans le rapport « [L'Aide publique au développement \(APD\) 2016 des collectivités territoriales françaises](#) ».

40 villes de 20 pays participent aux 1ères rencontres du Réseau international des villes Michelin

La ville de Clermont-Ferrand prend l'initiative d'une expérience originale de coopération entre collectivités territoriales avec le lancement du Réseau international des villes Michelin.

Misant sur le potentiel des échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les villes qui ont un centre de production ou de recherche Michelin sur leur territoire, la ville de Clermont-Ferrand les a réunis les 29, 30 novembre et 1er décembre lors des 1ères rencontres sur le thème de la Ville durable.

Pour Clermont-Ferrand et les villes étrangères invitées, il s'agissait de partager leurs expériences de politiques publiques innovantes en matière de services aux populations telles que les plans de développement intégré, les usages du numérique, la gestion de la mobilité, la gestion de l'énergie, la culture et le sport, entre autres.

L'objectif est de développer des coopérations publiques et privées pour

répondre aux enjeux de la ville durable tels qu'ils apparaissent depuis l'adoption de l'Accord de Paris lors de la COP21.

Le Réseau international des villes Michelin est conçu pour devenir une communauté dynamique au service des villes participantes et de leurs habitants. Élus, techniciens, représentants des mondes économique, culturel, sportif et associatif, universitaires et journalistes s'y sont engagés du 29 novembre au 1er décembre à Clermont-Ferrand.

Le MEAE apporte son soutien à cette initiative via son appel à projets annuel en soutien aux projets de coopération décentralisée.

Plus d'infos sur le site du [Réseau international des villes Michelin](#).

Solidarité nationale avec Saint-Martin et Saint-Barthélemy : comment faire ?

Dans un immense élan de solidarité envers Saint-Martin et Saint-Barthélemy et leurs populations, de nombreuses collectivités territoriales se mobilisent. Pour celles qui souhaiteraient faire un don, plusieurs possibilités :

Dons financiers : Les collectivités territoriales peuvent s'adresser à la [Fondation de France](#).

Dons matériels : Les collectivités territoriales doivent réaliser un inventaire détaillé du matériel à acheminer et écrire à l'adresse suivante : aides-irma@guadeloupe.pref.gouv.fr. Les services de l'État se chargeront de l'acheminement des dons.

Nouveau président de l'AFCCRE



À l'occasion de l'Assemblée générale de l'Association française du conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE), mardi 4 juillet à Bordeaux, Philippe Laurent, Maire de Sceaux, a été élu Président de l'Association, à l'invitation du Président sortant Alain Juppé qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat. Plus d'infos sur le site de [l'AFCCRE](#).

ZONES GÉOGRAPHIQUES

AFRIQUE

BURKINA FASO

Assises nationales de la coopération décentralisée au Burkina Faso (5-7 octobre 2017) : une réussite au rendez-vous

Parmi plus de 700 participants, la mobilisation française, grâce au groupe pays Burkina Faso de Cités Unies France, et aux réseaux régionaux multi-acteurs, a rassemblé 22 collectivités (3 régions, 5 départements, des communes) et autres, soit plus de 120 français. La volonté innovante d'ouverture à l'international du Burkina Faso s'est concrétisée par la présence de 8 pays du continent africain : Mali, Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Cameroun, Lesotho et Maroc ; ainsi que la participation de l'Italie.

En début des assises, le cadre a été dressé par le ministre Siméon Sawadogo de la décentralisation. Puis, le vice-président d'Auvergne-Rhône-Alpes, Philippe Meunier, a annoncé la coopération de la région avec celle des Hauts-Bassins, pour le développement économique et la jeunesse. En atelier, Tanguy Denieul directeur de l'AFD à Ouagadougou, la



Ouaga 2000 ©Ambassade de France au Burkina Faso

DAECT et Christophe Katsas de la Délégation de l'UE ont rappelé les aides. L'élaboration du prochain appel à projet de l'UE à Ouagadougou pour 2018/2019 se fera en liaison avec l'Association des Maires du Burkina Faso et l'Association des Régions du Burkina Faso.

Les assises ont permis de dresser des bilans et d'envisager des relances de partenariat. Avant les prochaines rencontres, les actions de coopération se poursuivront.

MADAGASCAR

La coopération décentralisée encourage la pratique du rugby en milieu scolaire



© Occitanie Coopération

Le rugby est le premier sport pratiqué à Madagascar. Grâce à la coopération décentralisée du Conseil régional d'Occitanie, aux associations, à l'appui de l'ambassade de France à Madagascar et d'entreprises sponsors de l'événement, le premier tournoi de rugby scolaire a eu lieu à Madagascar en juin 2017. Le coup d'envoi du tournoi, en février, a donné lieu à la formation d'enseignants venant des 22 régions, encadrée par une équipe de formation mixte de Malagasy Rugby et de Terres en Mêlées.

44 professeurs d'EPS ont reçu leur diplôme World Rugby et une dotation de matériel pédagogique. Un tournoi 100% féminin a clôturé la formation.

Puis, le championnat national des scolaires en juin 2017 a été la consécration des 3 ans de partenariat entre Malagasy Rugby et Terres en Mêlées. Il a permis à un millier de collégiens/collégiennes de se rencontrer à travers des matches organisés dans les 22 régions au cours desquels les valeurs du rugby ont été mises à l'honneur.

Ce projet a été récompensé par World Rugby comme l'un des 5 meilleurs projets d'éducation par le rugby au monde.

Un documentaire de Christophe Vindis, intitulé *La jeune fille et le ballon ovale*, sera diffusé sur France Ô le 14 janvier.

Plus d'infos sur le site du RRMA [Occitanie Coopération](#) et sur le site de [World Rugby](#).

SAHEL

Mobilisation de la coopération décentralisée pour l'Initiative verte au Sahel

Sur la zone des cinq pays du Sahel en 2016-2017, le montant des aides de la DAECT se monte à 4,7M€ ventilés sur 48 projets en large diffusion géographique pour 23M€ de réalisations. Le montant de l'aide peut atteindre 600 000€ sur une durée triennale de projet, selon les appels à projets 2018 de la DAECT : généraliste, alimentation et agriculture durables.

L'appui de « l'initiative verte » sur la politique générale de soutien au Sahel, la disponibilité des outils financiers, la simplicité des procédures, les exemples positifs de ceux qui contre vents et marées ont maintenu leur engagement dans les pays concernés, doivent être les piliers d'une communication pragmatique apte à susciter de nouveaux partenariats en direction des pays du G5 Sahel.

SÉNÉGAL

Annnonce des lauréats de l'appel à projets franco-sénégalais 2017

Renouvelé le 27 janvier 2017 par la signature d'un arrangement administratif entre les deux Etats, ce dispositif démontre la volonté des deux pays d'approfondir la coopération entre leurs autorités locales respectives au bénéfice des populations, avec pour nouveauté, la possibilité de soumettre des projets d'une durée d'un an, deux ans ou trois ans.

Dix projets ont été retenus en 2017, pour une durée variable entre une et trois années. Ils couvrent la formation des acteurs locaux, le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage de la commune et la consolidation de la gouvernance locale participative (déchets, fiscalité, eau, ordures ménagères...), la gestion durable des forêts.

Plus d'infos sur [France Diplomatie](#).

AMÉRIQUES - CARAÏBES

MEXIQUE

Réunion croisée des groupes-pays France et Mexique à Mexico

En marge du festival Cervantino, où la France était le pays invité d'honneur, les groupes pays France et Mexique se sont réunis le 12 octobre, au sein de la Maison France, à Guanajuato pour échanger d'une part, des bonnes pratiques de coopération décentralisée, et d'autre part, des pistes pour développer les partenariats existants, voire en créer de nouveaux.

La réunion croisée, ouverte par les deux Présidents des Groupes Pays, Bordeaux métropole et Guanajuato, l'Ambassadrice de France au Mexique, le Ministère des relations extérieures mexicain et l'AMEXCID, a réuni 5 collectivités territoriales françaises et 20 autorités locales mexicaines.

Un focus particulier a été réalisé sur les

possibilités de coopération en matière de tourisme et de développement économique, le Mexique étant un pays dynamique, avec qui les opportunités de partenariat sont nombreuses. Les collectivités présentes ont convenu de se donner à nouveau rendez-vous dans 2 ans, afin de constater les avancées réalisées.

Plus d'infos sur le [site de Cités Unies France](#).



© Cités Unies France

HAÏTI

Deuxièmes Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne (4-6 décembre 2017, Port-au-Prince)

Attendues depuis 8 années, ces assises, organisées par CUF et la Fédération nationale des maires d'Haïti (FENAMH), avec le soutien du MEAE et du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales haïtien, ont regroupées plus de 500 participants.



© Ambassade de France en Haïti

Ouvertes par le Président de la République d'Haïti (*photo ci-dessus*), M. Jovenel Moïse, qui a rappelé l'enjeu de la décentralisation en Haïti, elles ont permis de faire le bilan des actions réalisées depuis 2009, de définir une feuille de route pour les années à venir et de mettre en valeur la spécificité de la coopération décentralisée entre la France et Haïti, qui se développe depuis 1991.

M. Christian Dupuy, Maire de Suresnes et Président du Groupe Pays Haïti, et Jude-Edouard Pierre, Maire de Carrefour et Président de la FENAMH ont lu la déclaration finale, qui marque une étape dans le renforcement de la coopération décentralisée entre la France et Haïti.

Par ailleurs, lors de ces assises, une Union des collectivités francophones de la Caraïbe a été lancée, à l'initiative des collectivités haïtiennes, guadeloupéennes et martiniquaises, présentes en grand nombre lors de cet événement.

Consulter [la déclaration finale des Assises et le discours du Président de la République d'Haïti](#).



© Ambassade de France en Haïti

CUBA

Le Lamentin (Martinique) : 25 ans de coopération avec Santiago de Cuba et labellisé PACT3



Projet d'éducation à l'environnement dans les écoles du Lamentin © Mairie du Lamentin

Le Maire du Lamentin, Pierre Samot, a développé avec son homologue de Santiago de Cuba une coopération décentralisée sur la thématique environnementale. Ainsi, deux projets scientifique et éducatif ont été accomplis en partenariat. Un inventaire biologique rapide de la mangrove a été réalisé par des équipes mixtes et un programme d'éducation à l'environnement a été déployé dans les écoles. Ces activités ont permises au Lamentin de développer une expertise spécifique en matière de gestion environnementale, ce qui lui a permis d'obtenir le label PACT3 du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Plus d'infos sur [le site de la Mairie du Lamentin](#) et sa [page Facebook](#).

NB : Les villes du Lamentin, de Carrefour (Haïti) et de Santiago de Cuba ont signé le 7 décembre un accord trilatéral de coopération décentralisée pour lutter contre le changement climatique.

ASIE

JAPON

Visages de la France dans les collectivités locales japonaises, découvrez le programme JET !



Le programme JET, lancé en 1987 par le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR), permet à des jeunes d'acquérir une expérience professionnelle auprès d'une collectivité locale japonaise. En 2017, ils étaient 25 Français, parlant trois langues (français, anglais et japonais) à participer à ce programme.

A l'occasion d'une réunion à Tokyo, l'Ambassade de France au Japon leur a donné la parole pour faire partager leur expérience et parler de leur ville d'affectation et leur lien avec la France.

La vidéo est à découvrir sur le [site de l'Ambassade de France à Tokyo](#) et fait partie de la série de reportages « Visages de la relation franco-japonaise ».

PHILIPPINES

Inauguration du village construit grâce à la solidarité des collectivités territoriales françaises

En 2013 le typhon Haiyan a frappé les Philippines causant une crise humanitaire et sociale sans précédent dans le pays.

Cités Unies France, à la demande de ses adhérents, avait décidé d'ouvrir un fonds d'urgence destiné à apporter une aide dans la phase de réhabilitation.

Ainsi, 49 collectivités territoriales françaises (CTF) ont répondu et participé à cette initiative : Aiffres, Angers, Angoulême, Arc les Gray, Arcueil, Arnage, Besançon, Bonrepos-sur-Aussonnelle, Bordeaux, Brive, Caen, le conseil départemental de la Loire-Atlantique, le conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, Chasné-sur-Illet, Châtelleraut, Chinon, Epernay, Eragny-Sur-Oise, Eybens,

CORÉE DU SUD

Première réunion du groupe-pays « République de Corée » de Cités Unies France



La première réunion du groupe-pays République de Corée de CUF s'est tenue à Tours, le vendredi 7 juillet 2017. Elle a réuni 5 collectivités territoriales françaises et 3 coréennes, des acteurs associatifs de la coopération décentralisée (GAOK et CUF) et le MEAE. Cette réunion a permis d'identifier les orientations et les missions de ce groupe-pays.

La journée s'est ouverte sur les discours de M. Jérôme Tébaldi (Tours), M. KWON Young-soo (GAOK) et M. Bertrand Gallet (CUF). Chacun a reconnu le rôle de l'Ambassade de France en Corée du Sud dans l'accompagnement des collectivités territoriales. M. Gallet a souligné que les années croisées ont permis de

développer la coopération décentralisée avec de nouvelles demandes françaises. Les collectivités locales ont présenté leur partenariat ou, pour celles en recherche de partenariat, ont énoncé leurs attentes et les premières coopérations ou prises de contact avec le pays partenaire.

La deuxième partie de la journée était consacrée au groupe-pays de Cités Unies France, entre acteurs français. Les membres du groupe-pays ont exprimé leur volonté de construire une véritable méthodologie et d'identifier les objectifs et la stratégie du groupe-pays.

Plus d'infos sur le [site de Cités Unies France](#).



Fos-sur-Mer, Fosses, Fougères, Gennevilliers, Grenoble, Grenoble Alpes Métropole, La Bresse, Lamballe, Lannion, Les Houches, Liffré, Luisant, Maxéville, Moitron-sur-Sarthe, Mulhouse, Nanterre, Orvault, Pays de Liffré, Perpignan, Poissy, Rilhac Rancon, Saint-Die, Saint-Etienne, Saint-Herblain, Saint-Nazaire, Suresnes, Toulouse, Vauréal, Vittel.

Grâce au travail réalisé en partenariat avec la commune de Bogo aux Philippines, et surtout grâce au soutien des CTF, un village de 46 maisons a été reconstruit.

Une mission d'évaluation sera organisée par CUF en 2018.

Plus d'infos sur le [site de Cités Unies France](#).

EUROPE

MOLDAVIE

Coopération décentralisée en Moldavie : la dynamique se met en place



© Ambassade de France en Moldavie

Les 2 et 3 novembre derniers, un forum organisé par l'ambassade de France en Moldavie a réuni de nombreux représentants des autorités locales moldaves et des représentants des collectivités territoriales françaises (communauté de communes du pays de Redon, Bagnoles de l'Orne, Lavardeins, le conseil départemental de la Vendée, des associations telle que l'Association des Maires ruraux de France, Ville internet ainsi que Savoie-Déchets). Parmi les temps forts de ces journées, on retiendra la sélection de 3 maires moldaves invités à participer à un séjour de formation et d'immersion professionnelles de 3 semaines sur la vie communale par la communauté de communes du pays de Redon, la signature entre la commune de Lavardeins (Gers) et le district de Singerei d'une convention de partenariat sur le tourisme comme facteur de développement local... Nombre d'autres sujets ont été abordés et, compte tenu de la situation moldave, la question du traitement des déchets s'affiche comme une priorité.

FINANCEMENTS EUROPÉENS

Une formation pour les collectivités territoriales ultramarines (Baie-Mahault, 26.10.2017)

En marge du Congrès de l'ACCD'OM qui s'est tenu du 23 au 27 octobre en Guadeloupe, l'AFCCRE, avec le soutien de la DAECT, du CNFPT Guadeloupe et du Conseil régional de Guadeloupe, a organisé une session de formation sur les financements européens pour l'action extérieure à destination des collectivités ultramarines.

Cette session de formation a réuni une trentaine de représentants de CTF et a permis de faire trois focus :

- Le cadre juridique de l'AECT, en particulier dans le cas des collectivités d'Outre-mer ;
- L'appel à propositions OSC-AL (organisations de la société civile - autorités locales) de la DG DEVCO de la Commission européenne ;
- Le programme INTERREG Caraïbes dont l'autorité de gestion est le Conseil régional de Guadeloupe.



Formation sur les financements européens pour l'action extérieure au CNFPT de Guadeloupe (© DAECT)

À vos agendas !

5^{ème} session de formation de l'AFCCRE sur les financements européens et la coopération extérieure des collectivités territoriales, les 23 et 24 janvier 2018 à Montpellier. Plus d'infos sur le [site de l'AFCCRE](#).

FRANCE - ANTILLES-GUYANE

Un atelier sur la coopération décentralisée lors de la Conférence de coopération régionale Antilles-Guyane

La 13^e CCR, organisée par le MOM, le MEAE et les préfetures de régions de Guadeloupe, Martinique et de Guyane, a réuni les Ambassadeurs de la Caraïbe, les CTF de la zone Antilles-Guyane, ainsi que l'ensemble des acteurs coopérant dans la zone (entreprises, associations, services déconcentrés de l'Etat).

Lors de cette manifestation, dont la thématique centrale était « Pour un nouvel élan de la coopération régionale », un

atelier a été dédié à la coopération décentralisée dans la zone Antilles-Guyane. Les Ambassadeurs et les représentants de collectivités territoriales présents ont pu échanger autour des perspectives de développement des actions de coopération décentralisée dans la zone Antilles-Guyane, en particulier dans le contexte de l'adoption de la loi du 5 décembre 2016, dite « Loi Letchimy », qui ouvre de nouvelles perspectives notamment la coopération régionale.



© DEAL Guadeloupe (CCR Antilles-Guyane) / Coop-ID (CCR)

> ACTUALITÉS THÉMATIQUES - DÉVELOPPEMENT DURABLE

4ème Forum mondial pour le développement économique local (17-20.10.2017, Praia, Cap-Vert)

Résultat d'un processus participatif, ce Forum mondial, organisé par le gouvernement de Cap-Vert, le PNUD, CGLU et l'OIT, a réuni 3 000 participants (autorités locales, associations, acteurs de l'ESS, représentants de gouvernements, d'organisations internationales, etc.) à Praia, afin d'échanger autour de la problématique suivante : « Le développement économique local (DEL), moyen de mise en œuvre des ODD ».

Premier événement de cette ampleur organisé au Cap-Vert, celui-ci a été un succès et a permis de dresser des pistes d'action permettant de coupler accomplissement des ODD et DEL :

Poursuivre les efforts de dialogue et de plaidoyer conjoint pour promouvoir le DEL, établir et renforcer des mécanismes de mise en réseau spécialisés, promouvoir des instruments financiers internationaux pour soutenir les processus de DEL...

La délégation française, peu nombreuse (Ambassade, DAECT, CD Aude, CR Nouvelle Aquitaine et Régions de France), a mis en lumière l'expertise française en matière de politiques publiques inclusives, de circuits courts et de systèmes alimentaires territorialisés.

Consulter la [déclaration finale du Forum](#).



Retour sur le Sommet mondial Climate Chance

La mobilisation grandissante des acteurs non-étatiques, notamment depuis la COP22 de Marrakech, démontre que le renforcement et le progrès des actions concrètes sur les territoires permettront de tenir les objectifs de la lutte contre le changement climatique.

C'est dans ce contexte que s'est déroulé du 11 au 13 septembre 2017 à Agadir au Maroc, le Sommet mondial « Climate Chance », rendez-vous annuel des acteurs du climat. En partenariat avec la Région Souss-Massa, ce sommet a été un grand temps fort collectif de l'ensemble des acteurs non-étatiques avant la COP23 (collectivités, entreprises, ONG).

La dynamique Climate Chance repose sur le dialogue multi-acteurs et la valorisation des actions concrètes, avec des enjeux prioritaires, tels que le financement de l'action, la convergence



des agendas Climat et Développement, l'approche territoriale etc...

Les 2000 participants ont pu assister aux 5 plénières et 80 ateliers organisés.

La première journée avait pour objectif de faire le point sur l'avancement des actions après la COP21.

La deuxième journée du sommet a été, quant à elle, dédiée aux élus africains et à la gestion des villes. Il a notamment été question de plaidoyer, du renforcement des capacités et d'appropriation.

Le Sommet s'est conclu par la signature de la déclaration d'Agadir des acteurs non-étatiques « Intensifions ensemble l'action et l'ambition ».

[Lire la déclaration d'Agadir](#).

Plus d'infos sur le [site de Climate Chance 2017](#).

Publication des fiches projets 1% déchets par AMORCE



Ces 10 prochaines années, la quantité de déchets va augmenter de 2 milliards de tonnes sur la planète. Elle doublera dans les pays en développement ces 20 prochaines années, avec un coût de gestion multiplié par 5. Rarement mise en avant par les actions de solidarité internationale, la gestion des déchets dans les pays à faible revenu est pourtant un domaine d'intervention essentiel au vu du risque environnemental, des enjeux de salubrité publique et des enjeux climatiques des années à venir, avec notamment une augmentation des catastrophes naturelles qui génèrent des quantités importantes de déchets. Le potentiel de développement de l'économie circulaire dans les pays concernés est également énorme et peut générer des sources de revenus et d'activité économique importantes. Dans ce contexte, les collectivités françaises peuvent jouer un rôle majeur en soutenant des actions internationales sur la gestion des déchets grâce au dispositif 1% déchets ou en mobilisant leur budget général. AMORCE, la DAECT, l'AFD et l'ADEME les appellent donc à se mobiliser en faveur de ce dispositif et à l'utiliser davantage.

Lire le [communiqué conjoint](#).

> LAURÉATS & CANDIDATURES

Annonce des lauréats au label PACT3 « Expertise territoriale internationale »

PACT3 permet la labellisation des collectivités territoriales pour les compétences ou savoir-faire particuliers qu'elles souhaitent voir reconnaître, ainsi que des institutions publiques ou privées, ayant démontré leur capacité à assister techniquement les collectivités territoriales françaises dans la mise en œuvre de projets de coopérations décentralisées.

10 collectivités territoriales et associations (avec 13 dossiers présentés) ont été retenues par le comité de sélection du programme PACT3 pour labellisation :

- Cannes :
 - 1.Prévention du risque terroriste dans la gestion de l'organisation événementielle,
 - 2.Lutte contre le gaspillage.
- Enghien les Bains : Création numérique.
- Le Lamentin :
 - 1.Préservation de l'écosystème de la mangrove,
 - 2.Pratique artistique et culturelle dans les établissements scolaires
- Lille :
 - 1.Rénovation des friches industrielles,
 - 2.Projets innovants et solutions locales duplicables dans le domaine de l'économie de la transition énergétique.
- Nice Métropole : Sécurité et police municipale.
- Conseil départemental du Pas de Calais : Coopération transfrontalière au sein des frontières maritimes.
- Interco Nouvelle Aquitaine : Protection et préservation des espaces naturels, de la forêt et de la biodiversité, formation forestière et agricole.
- Association des Départements de France (ADF) : Action sociale.
- Association Petites Cités de Caractère de France : Préservation et valorisation du patrimoine dans les petites unités urbaines.
- Réseau des Grands Sites de France : Formation et échanges de gestionnaires de sites patrimoniaux (sites naturels et culturels, paysages).

Plus d'informations dans la rubrique « Action extérieure des collectivités territoriales » sur [France Diplomatie](#).

Premières candidatures de la Bourse-partenariats

La « Bourse-partenariats » est un programme-interface proposé par la DAECT, qui recense les propositions de partenariats des collectivités locales françaises et étrangères, afin que celles-ci trouvent plus facilement le partenaire recherché.

Découvrez les premières candidatures :

- La commune de **Niakhar** (Sénégal) recherche une collectivité partenaire en France pour coopérer dans quatre secteurs en particulier : santé publique ; environnement, climat, énergie ; culture ; éducation. [Télécharger la fiche de présentation de Niakhar](#) (PDF)
- La municipalité de **Jdaidet** (Liban) recherche une collectivité partenaire en France pour coopérer dans deux secteurs spécifiques : environnement, climat, énergie ; culture et patrimoine. [Télécharger la fiche de présentation de Jdaidet](#) (PDF)
- La municipalité de **Lehfed** (Liban) recherche une collectivité partenaire en France pour coopérer dans le secteur de l'environnement et de l'énergie. [Télécharger la fiche de présentation de Lehfed](#) (PDF)

AUTRES RENDEZ-VOUS, ÉVÉNEMENTS

18 janvier 2018 : Sommet franco-britannique - Sandhurst

22-24 janvier 2018 : Conférence « Living territories 2018 » - Montpellier

5 février 2018 : Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) - Paris

6-12 février 2018 : Forum urbain mondial - Kuala Lumpur

13-14 février 2018 : Muni Expo - Tel Aviv

20 février : Comité national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI) élargi - Paris

24 février - 4 mars 2018 : Salon internationale de l'agriculture - Paris

5-7 mars 2018 : Assises de la coopération décentralisée franco-malgache - Antananarivo

Mars 2018 : Séminaire intermédiaire des Assises de la coopération décentralisée franco-chinoise - Pékin

11-14 juin 2018 : 16ème Conférence mondiale des villes et ports - Québec

27-28 juin : Assises de la coopération décentralisée franco-polonaise - Saint-Brieuc

2-6 juillet 2018 : Rencontres de l'internationalisation des collectivités territoriales - Paris

Juillet 2018 : Commission nationale de la coopération décentralisée

9-11 octobre 2018 : 6èmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée - Kumamoto

11-13 décembre 2018 : 6èmes Assises de la coopération décentralisée franco-chinoise - Toulouse

RETROUVEZ LA LETTRE D'INFO DE LA CNCD SUR INTERNET

[Lire la lettre de la CNCD](#) sur France Diplomatie



Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD)
Secrétariat général : Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)

Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
57, boulevard des Invalides- 75 007 Paris
Téléphone : 01 43 17 62 64
secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr/cncd

[@CNCD_Fr](#)